

Reconstituons les faits

Monsieur le Président, j'ai subi moi-même ce que je décris. Vous êtes l'ultime recours, et je demande justice. Et j'espère aussi que les plus fragiles ne vivront plus pareille galère.

Je sollicite donc une réforme, urgente déjà lors des "*barbares*" à la Cité de la Pierre-plate. Le but est la sûreté des habitants, sa garantie par les Services de l'État chargés des mesures de prévention. Ils doivent bâtir ensemble, aucun ne doit détricoter les actions nécessaires. **Revoyons les événements**, sans oublier **ce qui invite à trouver l'erreur** et à la corriger.

Un événement actuel, d'abord banal, est que mes grands-parents reposaient au cimetière parisien de Bagneux. Alors, le plan-masse de l'enquête d'utilité publique du métro ligne 15, le flou sur la gare "*Bagneux-M4*", a jeté un doute de 1500m pour l'implantation du tunnel. **Bilan** : La collectivité est propriétaire du "*tréfonds*" mais, **d'habitude**, l'État ne promet, à nos morts, ni l'impensable ni un chaos comme celui du forage de "*Olympiade*" ou "*Magenta*".

L'inviolabilité du corps humain fixe-t-elle des obligations à la loi ? Au sujet de **la Cité de la Pierre-plate**, il est utile de connaître le lien entre les "*barbares*" et un radio-téléphone retrouvé (juillet 2003 Arcueil),¹ trophée de l'embuscade faite à une patrouille d'intervention, relique du véhicule détruit au lance-rocket (juillet 2002 Paris 18^{ème}).² **Tirons leçon des alertes.**

À Arcueil ces adeptes "*communautaristes*" vantaient la puissance de feu des "*déménageurs*" et les punitions, et Fofana le "*Cerveau des Barbares*" ridiculisé par son chef. Statistiques et constats ne voyaient rien, les autorités disaient : "*Ceux qui se plaignent de la destruction de leur porte d'entrée n'avaient qu'à avoir une meilleure assurance et une porte plus solide*".

Or ce groupe était relié à un association d'étudiants en droit et de proches d'un arcueillais,³ surveillée pour trafic d'armes, en plus d'un séquestration.⁴ En étant mi chèvres-mi chou, ils étaient bien vus de la police. Et la "*police des polices*" se disait hors-jeu autour de "*livraisons*" dans un service de la Justice à Créteil. **Bilan** : Certains deviennent des élus. Leurs rabatteurs sont au RER Laplace comme si ils étaient la loi. Ils offrent la poudre par kilos entiers, parfois une erreur de procédure vient les secourir.⁵ Bref, une telle stratégie fait des adeptes.

Leur "*modernité*" réinvente "*l'asservissement volontaire*", et, le corps humain devenant une marchandise, ils en refusent l'inviolabilité. Ils tirent profit de nos sophismes, là où la mode dit : "*éviter une inscription au Casier-judiciaire gênant la réinsertion*", et : "*éviter un constat forçant à inscrire au Casier*", d'où : "*Aucun signe d'atteintes exigeant un examen médical !*".

Le Système Judiciaire détecte-t-il ses avaries ? A-t-il une gouvernance, tel un hôpital ou les Finances Publiques ? Instituons des droits garantis à tous, et des alertes bien retransmises !

On oblige presque les plus fragiles à faire les enquêtes, le travail de l'État. Porter plainte est déjà très pesant, et peu aidé. Or ils ont été maltraités, séquestrés, rackettés, ou mutilés, et leur domicile ou effets personnels ont été vandalisés. Face à leurs griefs, le Bâtonnier de l'Ordre leur fait savoir qu'il n'a aucun délai pour répondre aux doléances qu'il reçoit. Et ils n'ont accès ni aux raisons du classement sans suite, ni aux documents qu'ils ont remis aux autorités. Souvenons-nous de "Charlie", on avait, avant, négligé et étouffé des alertes.⁶

Vous serez un bâtisseur, Monsieur le Président, en assignant à la police judiciaire la sûreté et l'autonomie de tous. Ainsi le sentiment d'insécurité s'estompera. *J'espère vous être utile.*

En résumé : ***Laisser des gens sans recours facilite les débuts des bandes de prédateurs.***

Bernard MEILE
Le 25 Mai 2015
gram.w@hotmail.fr

¹ Ici, les "*squatters*" se disaient "*Communautaristes musulmans*", avant Youssouf Fofana leur convoyeur, appelé "*Le Cerveau des Barbares*" car : "*Complètement détruit par la drogue, il avait pris ça pour un compliment !*".

² Le procureur a fait forcer les portes, et a déclenché une intervention massive de la Bac.

³ Pendant la présence de la Bac, l'explication en était l'association d'étudiants en droit et le trafic d'armes.

⁴ Séquestration avec atteintes irréversibles, à Arcueil, le clan familial y participait (*témoignage de la victime*).

⁵ Héroïne, 3 kilos, négociation enregistrée, échange filmé (*d'après un service de la mairie*), puis une défaillance.

⁶ À une requête du "*Procureur Général près la Cour d'Appel de Paris*", le parquet a répondu : L'affaire est close.